

Réunion mondiale du Forum politique pour le développement 2025

17-19 juin, Bruxelles

Rapport de synthèse



Contenu

Résumé	2
Accueil et ouverture du FPD mondial 2025: Le rôle des OSC et des autorités locales dans le contexte actuel	3
Recommandations antérieures du FPD	4
Environnement Propice : Rester fort dans la tempête: l'espace civique menacé, l'espace civique sous pression ..	5
Fragilité et déplacements forcés: Comprendre les points d'entrée et les leçons apprises	8
Développement humain: Global Gateway et au-delà	11
Développement local et régional: Travail des partenaires du FPD au niveau local	13
Le prochain budget à long terme de l'UE: le cadre financier pluriannuel (CFP).....	17
Séance de clôture	20
Annexe 1: Développement humain: Global Gateway et au-delà	21
Expérience.....	21
Contexte et tendances actuels.....	22
Aller de l'avant:.....	24

Résumé

La réunion 2025 du Forum politique mondial pour le développement (FPD) s'est tenue à Bruxelles du 17 au 19 juin, à un moment charnière pour les partenariats internationaux et le développement mondial. Les progrès réalisés dans le cadre de l'Agenda 2030 sont menacés par la hausse des inégalités, les revers climatiques et les tensions géopolitiques. Le forum politique a réuni plus de 100 membres de la société civile (OSC), des autorités locales (AL), des institutions de l'UE et des États membres afin de réaffirmer un engagement commun en faveur du développement durable et d'un dialogue inclusif.

En 2025 l'attention du FPD reflétait un paysage en mutation dans l'action extérieure de l'UE, marqué par l'approche Team Europe et le renforcement de la stratégie «Global Gateway» (GG). Alors que la nouvelle Commission européenne et le Parlement entament leur mandat, le FPD offre un espace essentiel pour discuter de la manière dont les partenariats mondiaux peuvent combler les lacunes de financement, préserver les valeurs fondamentales, notamment les droits de l'homme, et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Les participants ont discuté du programme de développement durable de l'UE, en mettant l'accent sur la manière dont les partenariats avec la société civile et les autorités locales soutiennent l'approche à 360 degrés de l'UE en matière de GG, en veillant à ce que tous les aspects du développement durable soient pris en compte. La réunion s'est ouverte par un débat sur la situation actuelle et la vision de l'UE et un rappel des recommandations antérieures du FPD à la lumière de l'ordre du jour de la réunion.

Les sessions de la réunion ont porté sur l'environnement propice, le soutien au développement dans des contextes fragiles, le développement humain, les exemples pratiques et les enseignements tirés du développement au niveau local et du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE, afin d'examiner et de proposer des recommandations concrètes pour les futurs efforts de coopération de l'UE.

Les messages clés issus du FPD mondial 2025 incluent :

1. **La mise en œuvre du Global Gateway nécessite des partenariats pour réussir.** La société civile et les gouvernements locaux sont des partenaires engagés dans le développement durable. Un financement direct des OSC (organisations de la société civile) et des ACL (autorités locales) pour accompagner la mise en œuvre du Global Gateway permettrait de garantir que personne ne soit laissé pour compte et que les valeurs de l'UE soient respectées.
2. **Dans le cadre du prochain Cadre financier pluriannuel :**
 - Des partenariats internationaux ciblés et efficaces seraient mieux servis par le **maintien d'instruments distincts** pour la préadhésion à l'UE, la coopération internationale et l'aide humanitaire.
 - **Les marqueurs et objectifs existants** (genre, climat, développement humain, etc.) do être **maintenus et renforcés**.
 - Le financement destiné aux contextes fragilité doit **répondre aux causes profondes de la fragilité** et pas seulement aux situations de conflit.
3. **Des espaces institutionnalisés de dialogue et de coordination** sont essentiels ; par conséquent, l'UE doit **renforcer les plateformes multipartites à tous les niveaux**, y compris le FPD.

Accueil et ouverture du FPD mondial 2025: Le rôle des OSC et des autorités locales dans le contexte actuel

Marlene Holzner, cheffe d'unité, direction générale des partenariats internationaux (INTPA), unité G2, **autorités locales, Organisations de la société civile et Fondations**, a chaleureusement souhaité la bienvenue à tous les participants. Elle a souligné l'importance de rassembler les messages clés et recommandations issus de l'ensemble des sessions de la réunion. Dans un contexte actuel de rétrécissement de l'espace civique, elle a noté que ces messages seraient présentés au Commissaire Síkela peu après la tenue du forum.

*La session d'ouverture de haut niveau avec le directeur général de la DG INTPA a porté sur la nécessité d'un **partenariat équitable**, dans lequel l'UE et ses partenaires partagent à la fois les avantages et les responsabilités. Les participants ont reconnu que nous traversons une période de crise systémique, ce qui exige des politiques adaptées et un dialogue continu avec les partenaires. Cela implique un dialogue plus fort et plus ancré entre les institutions de l'UE, les OSC et les autorités locales.*

L'UE vise à se distinguer par la qualité de ses valeurs et le respect de la durabilité sociale, environnementale et financière dans ses partenariats. La force de l'UE réside dans le renforcement des capacités locales et le développement du capital humain, et les participants des OSC et des autorités locales ont souligné que la solidarité doit primer sur les intérêts commerciaux dans les modèles de développement. La coopération au développement doit retrouver son élan et adopter des approches telles que le triple nexus, en élargissant la compréhension de la fragilité au-delà des conflits pour inclure le changement climatique et la nécessité de construire des communautés résilientes.

La session modérée par **Thomas Taylor di Pietro**, conseiller en politiques d'égalité, **CSI**, était axée sur le dialogue autour de la vision de l'UE en matière de développement international et sur les perspectives d'avenir pour les OSC et les AL.

Koen Doens, directeur général, **DG INTPA, Commission européenne**, a souligné l'engagement continu de l'UE en faveur d'un dialogue étroit et fréquent avec les OSC et les partenaires d'Amérique latine, l'approche à 360 degrés et l'engagement de l'UE en faveur du programme en matière d'éducation, de pauvreté, de santé, de changement climatique et d'agriculture. Il a déclaré que la dynamique actuelle devrait évoluer vers l'égalité dans les partenariats et les intérêts et s'éloigner du modèle historique donateur-bénéficiaire. Il souligne que tous les problèmes ne peuvent pas être résolus par des investissements dans l'économie et que le rôle des autorités locales et des organisations de la société civile est crucial dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives au niveau local.

Marc Noël, directeur des partenariats, **ICA**, a évoqué l'hétérogénéité du secteur privé, en mettant en avant les coopératives comme une exemple de bonne pratique, notamment par leur souci du bien-être des communautés et la redistribution des profits à leurs membres. Il a appelé à ce qu'elles soient pleinement reconnues comme **partenaires du secteur privé**. **Koen Doens** a confirmé que la Commission met l'accent sur les chaînes de valeur dans les pays partenaires, y compris les coopératives, les PME et les micro-PME.

Susana Eróstegui, directrice exécutive du Réseau bolivien pour la coopération internationale (**représentant MESA**), a souligné le travail des OSC dans les régions où l'État restreint de plus en plus l'état de droit, les droits de l'homme et la dignité. Elle a appelé à une discussion fondamentale sur le rôle et la participation des OSC, qui restent marginalisées du discours international en tant que participants actifs et moteurs du changement, et sur la meilleure manière de collaborer avec la DG INTPA pour élaborer et mettre en œuvre des projets durables visant à soutenir les citoyens. Elle a souligné que le fait de permettre aux citoyens de travailler et de s'épanouir dans leur environnement local, souvent au sein de structures de travail informelles, prévaut sur les intérêts commerciaux.

Koen Doens a convenu que l'environnement propice à la société civile est en régression. Il a ajouté que la Commission s'engage à mobiliser un soutien pour atténuer autant que possible le rétrécissement de ce «corridor étroit». Il a souligné que, dans les projets actuels du Global Gateway (par exemple en Bolivie et au Bangladesh), les OSC et les autorités locales sont impliquées dès les phases de recherche, de conception et de suivi des initiatives. Il a également mentionné que la Commission utilise un système de suivi des inégalités (I-Marker) pour mesurer l'impact. Il a conclu en affirmant que la spécificité des projets de l'UE avec ses partenaires réside dans la qualité : un impact maximal pour les citoyens, des valeurs partagées et le respect mutuel, avec une attention particulière portée à la durabilité sociale et financière.

Marc Noël a appelé à une collaboration plus étroite entre l'UE et la société civile et a souligné que la stratégie «Global Gateway» dépend plus que jamais de la contribution de cette dernière.

Bernadia Tjandradewi, secrétaire générale, CGLU-Asie-Pacifique, a souligné que les autorités locales manquent actuellement de points d'entrée clairs auprès des délégations de l'UE et que leur intégration dans la planification pluriannuelle est minimale, ce qui se traduit par un manque d'influence sur les investisseurs. Elle a mis en lumière l'augmentation de la fragilité mondiale due aux conflits, au changement climatique et au rétrécissement de l'espace civique, et a plaidé pour un engagement en faveur d'un financement essentiel des régions fragiles peu attractives pour les financements privés. Elle a appelé le GG à fournir un mécanisme clair pour soutenir et renforcer les AL et les OSC qui sont les mieux placées pour créer des communautés résilientes. **Koen Doens** a expliqué que le GG peut fournir des services de base aux côtés des OSC et des AL dans des zones fragiles, notamment au Yémen et en Afghanistan, mais que cela n'est pas possible dans tous les États extrêmement fragiles. Il a également insisté sur le fait que l'approche de l'UE dans les zones fragiles et affectées par les conflits devient de plus en plus adaptée, allant du traitement de la fragilité à l'échelle de l'État entier à un focus sur des régions spécifiques et ciblées. Les interventions en plénière ont mis en avant le fort potentiel et le rôle de financement par subventions des fondations philanthropiques, un point sur lequel **Koen Doens** a convenu qu'il conviendrait d'explorer davantage leurs contributions aux niveaux local et mondial. La nécessité d'investir dans la gouvernance a également été évoquée, et **Koen Doens** a réaffirmé l'engagement continu de la Commission à soutenir ses partenaires, notamment les auditeurs, les parlements et les ministères, afin de maintenir la démocratie. Il a enfin confirmé que les gouvernements et autorités locaux sont des partenaires essentiels de la Plateforme consultative du Global Gateway, en réponse à la demande d'une plus grande implication des autorités locales dans la prise de décision et la facilitation.

Recommandations antérieures du FPD

Maureen Olyaro, directrice adjointe du réseau pour le développement et la communication des femmes africaines (FEMNET), a souligné les niveaux croissants de fragilité, de conflits et de déplacements forcés dans le monde; le recul de l'égalité entre les hommes et les femmes et la menace qui pèse sur le multilatéralisme, parallèlement au changement de paradigme de l'UE en matière de politique extérieure et de future coopération internationale. Elle rappelle aux participants les [récentes recommandations du FPD](#) issues de la réunion mondiale de 2023 et de la réunion régionale de 2024, qui ont trait à l'ordre du jour de la réunion de 2025. Maureen a également interrogé les participants via Mentimeter pour se faire une idée des intérêts des participants et de leurs plus grands défis actuels:

Ine Van Severen, analyste en politiques et recherches chez **CIVICUS**, et le **Dr Pallavi Rekhi**, responsable des programmes chez **VANI**, ont présenté l'EUSEE, qui repose sur 6 principes fondamentaux et intervient dans 86 pays. Grâce à ses mécanismes d'alerte précoce et ses systèmes rapides d'alerte en cas de crise, il détecte les changements et menaces pesant sur l'espace civique, notamment la détérioration provoquée par les conflits, les atteintes aux droits humains et la suppression de l'état de droit. Il identifie également les opportunités où des changements positifs pourraient être initiés dans l'espace civique, comme l'indiquent des améliorations dans les décisions judiciaires et les assemblées nationales. Parmi les sujets émergents figurent la désinformation diffusée par des gouvernements hostiles à propos des OSC, les lois sur les agents étrangers, ainsi que les lois étatiques sévères en matière de cybercriminalité utilisées pour contrôler l'expression en ligne.

Le Dr Pallavi Rekhi a expliqué comment l'EUSEE est utilisé en Inde pour fournir des informations aux donateurs afin qu'ils puissent agir avant l'escalade des menaces. Elle a souligné la détection de la criminalisation des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression en ligne et les rassemblements publics, le mauvais usage des médias pour diffuser de la désinformation et de la haine, ainsi que l'exclusion des OSC par le gouvernement dans les dialogues malgré la disponibilité de financements étrangers. Les alertes déclenchées dans les régions fragiles permettent un engagement et un plaidoyer auprès du gouvernement, avec le soutien des délégations de l'UE, afin que des lois et politiques potentiellement dangereuses puissent être abordées avant de devenir réalité. Elle a ajouté que les demandes de subventions à court, moyen et long terme sont dirigées et définies par les OSC, en pleine coordination avec les délégations de l'UE concernées.

Afin de maximiser l'outil, les participants ont souligné que : l'UE et les OSC devraient engager un dialogue au niveau national avant le lancement des propositions, afin de garantir une consultation adéquate ; et renforcer l'espace civique et investir davantage dans les infrastructures des petites et moyennes organisations de la société civile qui n'ont pas accès à un soutien flexible et durable.

Les principaux points soulevés lors de la discussion en plénière sont les suivants :

- La société civile a de moins en moins de place pour le dialogue et est censurée - souvent aussi par des gouvernements amis.
- Au Mexique, les jeunes féministes sont censurées et les adolescents sont empêchés de se connecter avec les autres sous couvert de protection. Il a été rapporté que les criminels et les autorités travaillent ensemble pour censurer et assassiner ceux qui s'expriment pour défendre les droits de l'homme et représenter la société civile, ce qui est de plus en plus répandu en Amérique latine. Dans des endroits comme la Géorgie et l'Europe centrale, la montée de la politique d'extrême droite et des lois sur les agents étrangers menace la société civile. Le rôle des institutions telles que la Commission européenne dans le soutien aux OSC devient crucial.
- L'influence et la manipulation étrangères sont utilisées pour délégitimer et contrôler les OSC, ce qui rend urgent l'adoption de mesures qui protègent les libertés fondamentales et renforcent les capacités internes.
- Les OSC locales sont encouragées à établir des partenariats avec des partenaires et des intermédiaires internationaux et sont contraintes de travailler conformément à leurs exigences et à leurs lignes directrices. Nous devons également nous concentrer sur les capacités locales et les besoins locaux.
- Les gouvernements sur-réglementent afin de réduire l'espace de la société civile par leur application et interprétation des lois sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le Groupe d'action financière (GAFI) de l'UE peut être mobilisé pour faciliter le dialogue avec ces gouvernements.

- Dans le contexte de la diminution de l'aide publique aux pays en développement, les OSC doivent trouver de nouvelles ressources et collaborer avec les autorités locales pour trouver de nouveaux financements.

Lors de la deuxième table ronde, **Jacqueline Hale, responsable des politiques UESEE, DG INTPA G2**, a expliqué que l'UE apporte son soutien dans le cadre du plan d'action en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, des dialogues politiques et du soutien aux droits de l'homme dans le cadre de la diplomatie publique et discrète. Elle souligne qu'outre le financement, l'EUSEE fournit un mécanisme de réponse préventive permettant de détecter et de surveiller les menaces pesant sur l'espace civique. Elle conclut en soulignant la nécessité d'une réponse collective des donateurs et d'un travail transnational des OSC face aux restrictions étatiques croissantes, telles que le ciblage de communautés spécifiques.

Bernadia Tjandradewi, Secrétaire générale, CGLU-Asie-Pacifique, a expliqué que des évaluations de l'environnement propice avaient été menées dans sa région et que des recommandations avaient été faites aux gouvernements centraux pour améliorer la réforme des politiques et le cadre réglementaire. Elle a souligné le rôle des gouvernements locaux en tant que catalyseurs pouvant apporter des contributions significatives à la transparence, à l'inclusivité et au renforcement de la confiance dans le contexte d'une gouvernance plus large, aux côtés des OSC. Les travaux futurs devront porter sur la modification du discours politique.

Susana Eróstegui, directrice exécutive du Réseau bolivien pour la coopération internationale (représentant MESA), a souligné que, bien qu'il existe une volonté politique d'interagir avec différents acteurs, la réalité suggère une tendance plus autoritaire. Elle a souligné la nécessité pour la société civile de démontrer son travail et ses capacités au moyen de données et de résultats, ainsi que sa volonté de se soumettre à l'examen public afin de gagner la reconnaissance et la confiance du public et du gouvernement.

Hilde Herssens, Service public fédéral Belgique Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, a répondu que l'action commence par l'analyse des données numériques et physiques et du contexte politique. Cela se fait en coopération avec les OSC pour évaluer les méthodes d'intervention par le financement et la formation, et la possibilité d'engager des intermédiaires en mettant l'accent sur les minorités et les groupes défavorisés. Sur le plan politique, une diplomatie discrète est menée par l'intermédiaire des États membres de l'UE en matière de lobbying et de plaidoyer en faveur de cadres juridiques et de changements durables dans le pays afin de soutenir la démocratie et les droits de l'homme.

Lorsqu' **Erica Gerretsen** a demandé au panel ce qui pourrait être fait pour renforcer les capacités des OSC, **Bernadia Tjandradewi** a souligné la nécessité de renforcer les capacités des autorités locales en établissant des cadres dans lesquels les parties prenantes peuvent agir. Elle a donné l'exemple du Plan d'action pour le climat dans les villes asiatiques et la nécessité d'un effet de cascade pour établir des mécanismes de dialogue, d'engagement et de co-création. **Susana Eróstegui** s'est concentrée sur l'opacité actuelle de la culture politique; dans le passé, il était plus facile d'identifier les États qui réduisaient les valeurs démocratiques - mais à l'ère actuelle, la législation en matière de sécurité et d'espionnage est utilisée pour réprimer les libertés civiles, ce qui a pour résultat de politiser et de réduire les possibilités d'engagement des citoyens. Elle a suggéré que l'UE puisse soutenir les OSC en promouvant un contre-discours. **Hilde Herssens** a expliqué que le service public fédéral belge équilibre le soutien aux OSC locales avec des réactions objectives aux partenaires afin d'atteindre les objectifs à long terme avec les pays partenaires.

Erica Gerretsen a demandé aux intervenants ce qui devrait changer dans ce contexte de ressources moins accessibles et durables. **Bernadia Tjandradewi** a souligné les meilleures pratiques à Séoul et au Japon, dans lesquelles les communautés ont eu la liberté de proposer et de concevoir des projets dans leur propre localité, et a souligné la priorité accordée par les AL à ce type de travail malgré les limites budgétaires et la nécessité d'être créatif lorsqu'ils travaillent avec le secteur privé. **Susana Eróstegui** a souligné la nécessité

pour Team Europe d'apprécier pleinement les environnements politiques fragiles au cas par cas, y compris l'accès au financement et les besoins en matière de bien-être, lorsqu'elle examine la meilleure manière de soutenir les OSC locales. **Hilde Herssens** a approuvé l'initiative «Team Europe» et sa stratégie, sa vision et sa politique cohérente, ainsi que sa capacité à mettre en commun les ressources. Elle a expliqué que l'engagement politique est renforcé dans 14 États membres et dans les trois groupes de travail qui se concentrent sur l'état de droit et la responsabilité, la participation civile et la numérisation. **Erica Gerretsen** a conclu la table ronde en expliquant l'initiative de l'UE en matière de réponse réglementaire aux défis de la numérisation, y compris la surveillance illégale, la violence à caractère sexiste et les défis en matière de protection de la vie privée, au moyen de sa politique relative au RGPD, de la législation sur les marchés numériques et de la législation sur l'IA.

Fragilité et déplacements forcés: Comprendre les points d'entrée et les leçons apprises

Lors de cette session, les participants ont exploré les moyens d'intervenir efficacement dans des contextes fragiles, en mettant en lumière le rôle des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales (AL) dans la résilience, la prestation de services et la médiation, à condition que l'engagement respecte leur autonomie, évite la politisation et privilégie des approches dirigées par les communautés.

Ils ont souligné la valeur des outils de l'UE tels que les fonds fiduciaires, les partenariats flexibles et la sous-subvention, tout en notant que la bureaucratie, le manque de transparence et le décalage avec les priorités locales freinent l'impact.

Les participants ont appelé à un soutien simplifié, à long terme et porté localement dans les zones fragiles, à une meilleure coordination avec les acteurs locaux, au renforcement des mécanismes d'alerte précoce et de résilience, ainsi qu'à des programmes inclusifs favorisant l'autonomisation des communautés, en particulier des femmes et des groupes marginalisés.

Sarah Torres, Reality of Aid – CPDE (Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement) a animé cette session afin de recenser les mesures de prévention et d'atténuation des OSC et des AL pour permettre l'engagement dans des contextes complexes et des États fragiles, et de contribuer à des partenariats et un dialogue plus efficaces entre Team Europe, les délégations de l'UE et les partenaires locaux.

Sarah Spencer Bernard, représentante de l'OCDE / INCAF, a présenté le rapport sur les [États de fragilité 2025](#), fruit de 25 années de travail de l'OCDE sur la fragilité qui a amélioré la compréhension et modifié les approches dans ce domaine. Ces études informent les politiques et les pratiques, compilent les tendances qualitatives de l'APD (Aide publique au développement) et proposent des perspectives sur des enjeux clés. Le rapport 2025 met également l'accent sur une analyse ciblée de certaines régions au sein des pays, et offre une plateforme aux voix des citoyens vivant dans des zones de fragilité extrême, en intégrant leur perception vécue et leurs solutions proposées.

Notamment, le rapport révèle une augmentation du nombre de pays à revenu intermédiaire qui se situent dans la catégorie extrême, ce qui suggère que la fragilité n'est pas seulement une question de conflit ou de crise. Il y a une augmentation de la violence étatique et non étatique et une persistance de la violence sexiste, une augmentation de l'autocratie et des acteurs étatiques (y compris la Russie et le Yémen) qui utilisent la violence à des fins politiques. Les données de l'APD sur la paix ont diminué parmi les membres du CAD (Comité d'aide au développement) depuis 2020 dans un contexte de violence croissante. L'APD humanitaire a augmenté mais ne peut se substituer aux investissements dans la paix en soi. Les principales perspectives

du rapport sont les suivantes: les mérites de la prévention par une intervention directe et systémique ; les dépenses de défense ne doivent pas se faire au détriment du développement et du bien-être ; et sur une note positive, que des progrès sont possibles, comme on l'a vu en Iraq et en Somalie.

Les questions posées par le public ont porté sur les facteurs inclus dans la définition de la fragilité, la stabilité de la gouvernance locale et la réponse des donateurs aux analyses de l'OCDE en termes d'engagements et de mesures concrètes. **Sarah Spencer Bernard** a expliqué que la recherche se concentre sur plusieurs domaines clés, notamment la gouvernance locale et la stabilité institutionnelle, la violence, les flux financiers vers les OSC, ainsi que la gouvernance locale formelle et informelle en lien avec les tendances de la fragilité.

Six indicateurs principaux sont utilisés (économique, politique, humain, sociétal, etc.), dont environ la moitié sont axés sur la résilience et les risques — par exemple, pour prendre en compte les flux migratoires.

Les membres du CAD (Comité d'aide au développement) utilisent les recommandations issues de l'approche Nexus pour orienter leurs engagements, et ont mis en place des changements structurels afin de mieux aligner leurs efforts humanitaires de manière cohérente. L'UE s'appuie largement sur les données et l'expertise de l'OCDE sur la fragilité, ce qui a conduit à une évolution de ses approches, politiques et pratiques, y compris par des échanges réguliers avec les Délégations et des Communications officielles de la Commission européenne et du Conseil.

Zaya Naran, Transparency International, a présenté le projet [Building Integrity and National Accountability in Lebanon \(BINA\)](#). Dans sa présentation, elle a expliqué que ce projet financé par la DG INTPA est fondé sur le modèle des trois R (réforme, redressement, reconstruction) en tant que feuille de route pour répondre à la crise humanitaire et à l'échec persistant de la gouvernance. Le rôle des OSC a été placé à l'avant-garde de la reconstruction et a entraîné une augmentation significative de la confiance, car elles sont maintenant invitées par les autorités locales à participer à des activités. Le projet travaille avec 27 OSC sur environ 30 projets axés sur le financement, le renforcement des capacités et les campagnes de plaidoyer conjointes. L'approche de l'UE en matière de «dialogue structuré», leur financement direct aux OSC présélectionnées et l'élaboration de recommandations sur la cohésion sociale et la participation démocratique ont surmonté les obstacles posés par les risques accrus pour la sécurité dans la région. Il n'a notamment pas été possible de travailler avec les autorités locales comme prévu, en raison de l'accent mis sur la crise humanitaire.

Lucia Acosta, SALAR International, a présenté des projets locaux en Colombie [sur le renforcement institutionnel citoyen pour le développement territorial \(FOINCIDE\)](#) et s'est concentrée sur les leçons thématiques apprises et les domaines clés pour l'amélioration et l'adaptation. Elle a souligné l'importance d'établir la confiance et l'engagement de la communauté en utilisant les plates-formes communautaires comme point de départ pour la conception conjointe et un engagement fort dans les initiatives. Les gouvernements locaux ont été cités comme points d'entrée pour accéder à des infrastructures plus larges et faciliter un impact plus large. La flexibilité des donateurs a été soulignée en termes d'appropriation locale, de réactivité et d'engagement, et les outils et méthodes de pilotage au niveau local avant leur mise à l'échelle stratégique ont également été cités. La présentation s'est conclue en soulignant l'importance de repenser la manière dont l'UE soutient les partenaires et les projets, en écoutant et en réagissant aux voix des communautés dès le départ.

Résumé des discussions de groupe

Au cours de la deuxième partie de cette session, les participants ont été divisés en différents groupes et demandé de répondre à trois questions différentes.

«Quels sont les points d'entrée pour les OSC et les autorités locales, et quelles sont les lignes rouges pour faire participer les partenaires travaillant sur des programmes dans des contextes fragiles?»

Dans les contextes fragiles, les participants ont estimé que les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) constituent des points d'entrée essentiels, en raison de leur rôle de premiers intervenants, de prestataires de services, de médiateurs et d'acteurs clés dans le renforcement de la résilience et la résolution des conflits. Leur engagement est d'autant plus efficace qu'il repose sur la confiance, la connaissance du terrain et l'interaction directe avec les communautés, soutenu par une coordination entre les différents niveaux de gouvernance et un renforcement des capacités.

L'accès à l'information, des espaces sûrs pour exprimer les besoins, ainsi que l'inclusion dans la planification du développement local et la définition d'agendas partagés sont essentiels. Toutefois, cet engagement doit respecter des lignes rouges claires : l'autonomie des OSC, la confidentialité, la protection contre toute politisation, et le respect des évaluations locales des risques.

La désinformation, les agendas biaisés des donateurs et des environnements d'insécurité compromettent la confiance et l'efficacité des interventions. Pour garantir un impact durable, l'UE et les donateurs doivent fournir un financement à long terme et préventif, mettre en place des cadres de protection, taxer les avoirs des États agresseurs et éviter d'exposer les partenaires à des risques injustifiés, en veillant à ce que l'appropriation locale et l'intégrité opérationnelle restent au cœur de l'action.

«Quels sont les outils et les modalités de la réponse de l'UE qui fonctionnent bien? Quels sont les enseignements tirés et les points à améliorer?»

Les participants ont considéré que les outils efficaces dans les réponses de l'UE comprennent les fonds fiduciaires, les mécanismes de sous-octroi qui améliorent l'accès des OSC et des modalités flexibles telles que les accords-cadres de partenariat (APP) qui permettent une adaptation rapide à des contextes changeants. Des dialogues structurés à plusieurs niveaux permettent la coordination entre de multiples parties prenantes, bien que ces processus soient souvent entravés par une lourde bureaucratie. La passation de marchés directs reste sensible aux crises mais trop complexe, tandis que les marchés publics par les communautés et les approches axées sur le contexte telles que la sensibilité aux conflits et l'analyse de la fragilité climatique sont essentiels.

Les leçons soulignent le besoin de neutralité, de transparence, d'engagement précoce des OSC et d'alignement sur les priorités des gouvernements locaux. Les obstacles bureaucratiques à la communication et au partage de l'information doivent être levés. Le financement devrait éviter le paternalisme et soutenir les priorités définies au niveau local. La planification à long terme, la durabilité, le renforcement des capacités et la consolidation de la paix doivent être intégrés dès le départ. Enfin, la présence de l'UE et les mécanismes de dialogue au niveau national devraient être maximisés afin de favoriser la confiance et de garantir une action cohérente et réactive.

«Où l'action extérieure de l'UE devrait-elle se concentrer dans notre contexte actuel? Comment le soutien aux OSC et aux autorités locales peut-il favoriser la prévention et la résilience?»

Les participants ont estimé que l'action extérieure de l'UE devrait donner la priorité au développement mené au niveau local grâce à un financement direct et transparent et à des investissements accrus dans des contextes extrêmement fragiles. La simplification des procédures, le soutien à la continuité à long terme et l'autonomisation des réseaux habilitants sont essentiels pour s'attaquer aux causes profondes de la fragilité. Le renforcement de la coordination avec les autorités locales et la participation de diverses OSC favorisent des approches inclusives et préventives et la résilience. Les systèmes d'alerte précoce, les mesures d'anticipation et le renforcement des capacités doivent être étendus. Les plateformes de dialogue, les échanges d'études et les liens étroits avec les délégations de l'UE et les gouvernements nationaux renforcent la cohérence et la responsabilité. Les programmes devraient se concentrer sur le maintien de l'emploi, la numérisation et les partenariats public-privé qui autonomisent les communautés. Un virage vers des approches axées sur les acteurs et un impact visible sur le terrain amélioreront les résultats. Les efforts doivent soutenir les femmes, la paix et la sécurité, et redéfinir les critères d'intervention d'urgence pour permettre une action rapide et efficace.

Après une pause, **Giulia Iovino, responsable de l'Afghanistan à la DG INTPA**, évoque le travail de l'UE en Afghanistan et explique le passage de l'UE du développement à une approche fondée sur les besoins fondamentaux et les moyens de subsistance, y compris les droits des femmes, en collaboration avec les Nations unies et les organisations de la société civile. Dans le contexte de graves baisses de financement et de ressources limitées, ils ont revu leur engagement pour donner des perspectives à plus long terme à la population afghane, en mettant l'accent sur ce qui est réalisable, pas nécessairement ambitieux.

Les questions posées par les participants ont porté sur la manière dont les partenariats avec la société civile sont mis en place dans un environnement aussi restreint sur le plan politique; la réduction des budgets; l'importance des programmes de développement pour la promotion de la paix; et comment le dialogue avec les donateurs est organisé.

Giulia Iovino a expliqué que la programmation régulière est adoptée sur une base annuelle en raison de la volatilité de la situation; il existe des lignes budgétaires spécifiques pour les OSC travaillant sur le territoire afghan; l'approche de principe des projets «pour les femmes par les femmes» a donné lieu à un rôle significatif dans le processus, le suivi et la mise en œuvre. Les conclusions du Conseil définissent les paramètres du cadre, tandis que le partenariat avec les OSC a permis un soutien fondé sur le genre - qui n'est pas toujours visible afin de préserver la sécurité des partenaires et des bénéficiaires. Elle a ajouté que la réduction des budgets a entraîné des choix difficiles, d'où l'accent mis sur les besoins de base et les moyens de subsistance. En termes de promotion de la paix, la génération de revenus donne un sentiment de stabilité communautaire - mais les programmes dans la région doivent inclure des facteurs externes (tels que les afflux en provenance du Pakistan et de l'Iran) dans les étapes d'analyse et de conception. Il existe une coordination structurée des donateurs et des partenaires humanitaires par l'intermédiaire de la plateforme du groupe de coordination pour l'Afghanistan, qui se réunit régulièrement en plus des hauts fonctionnaires qui organisent des réunions avec la DG ECHO et le SEAE et qui est assistée par un système de suivi des flux de donateurs financiers.

Développement humain: Global Gateway et au-delà

Au cours de cette session, les participants ont souligné la nécessité d'un changement stratégique qui comprend un plus grand engagement au niveau des pays, la redevabilité et des approches inclusives et communautaires pour répondre aux besoins de développement humain et assurer une approche à 360 degrés. Parmi les priorités clés figuraient le renforcement de la volonté politique, la résolution des problèmes

d'endettement, la promotion de l'investissement privé aligné sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes, et le maintien d'une forte participation des autorités locales pour éviter de marginaliser les priorités locales.

Bihter Moschini, responsable principale des programmes et de la recherche au sein du Réseau arabe des ONG pour le développement, a modéré la session sur l'impact potentiel de la gouvernance mondiale (GG) sur le développement humain (DH) et les inégalités, visant à identifier des stratégies concrètes pour intégrer les efforts en matière de développement humain et de réduction des inégalités dans les futurs travaux de l'UE. Elle a expliqué que, dans un contexte de fragilité mondiale croissante, seuls 17 % des Objectifs de développement durable (ODD) sont en bonne voie, et qu'aucun ODD n'a été atteint dans 14 pays arabes.

Erica Gerretsen a partagé le point de vue de l'UE sur le développement humain. L'UE est attachée au programme des ODD et au partenariat avec les OSC, non seulement en termes de financement, mais aussi dans la conception et la mise en œuvre de projets appropriés. L'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - L'Europe dans le monde prévoit que 20 % des fonds seront consacrés au développement humain, ce qui a été atteint et dépassé, et l'UE est un partenaire reconnu dans les projets en matière de santé et d'éducation, avec une politique et un dialogue de haute qualité avec les pays partenaires depuis plus de deux décennies. Cela dit, le moment présent est un moment de changement; collectivement, les résultats n'ont pas été atteints et il est important d'aborder la question au niveau national et local, de réfléchir à la vision actuelle et de continuer à se concentrer sur les objectifs collectifs. La CE accorde la priorité à un changement stratégique important en faveur d'investissements accrus, encourageant en particulier l'engagement du secteur privé pour favoriser la création d'emplois, l'initiative GG étant au cœur de cet effort. Si l'éducation et l'innovation sont des piliers essentiels, l'approche globale à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» vise à créer un environnement propice dans lequel le respect des droits de l'homme et le développement humain font partie intégrante du financement durable et de la durabilité environnementale. Les OSC jouent un rôle essentiel dans la maximisation de l'impact de ces investissements et le maintien de valeurs et d'objectifs communs. La Commission se concentre sur l'égalité entre les hommes et les femmes, mise en œuvre dans la stratégie GAP III, et le rapport 2024 sur les inégalités a recensé 62 % des actions de l'UE susceptibles d'avoir une incidence sur la réduction des inégalités – la prochaine étape est la réalisation de ce potentiel.

Gertrude Gamwera, de l'Association des comtés et des gouvernements locaux d'Afrique de l'Est (EALGA), a souligné la nécessité de formuler des recommandations claires et pratiques pour que l'UE puisse aller de l'avant. Elle souligne que la [communication de 2013](#) de l'UE est un instrument utile et pertinent pour donner aux collectivités locales les moyens d'agir et garantir des résultats plus efficaces. Elle a cité des interventions antérieures soutenues par le MMF, qui avaient abouti à des interventions efficaces au Rwanda (accès à l'énergie durable); Kenya (Programme [AgriFi](#)); et en Ouganda (sécurité alimentaire et nutrition). Elle a souligné que les plateformes de connaissances entre l'Union et les groupes de liaison sont essentielles pour permettre la connectivité, le dialogue et l'inclusivité. Elle a exprimé l'espoir que le GG puisse maintenir cette approche et cet élan et éviter de limiter son attention au niveau des gouvernements nationaux. Elle a souligné toutefois le risque que l'approche globale du GG puisse éclipser le développement local et créer une inadéquation entre les besoins locaux et l'accent mis par l'Union sur les investissements durables et verts. Elle a souligné la nécessité d'inclure les voix des communautés dans les étapes de planification, de conception et de mise en œuvre afin que les politiques reflètent les besoins locaux. Elle a conclu en mettant en évidence les principaux domaines dans lesquels des recommandations doivent être formulées, à savoir une planification axée sur la communauté; l'élaboration de politiques inclusives qui tiennent compte de la fragilité et des besoins des minorités; la collaboration intersectorielle entre le secteur privé, les OSC et les groupes de liaison afin de tirer parti des connaissances mutuelles; l'autonomisation économique et le renforcement des capacités; et l'innovation dans les services publics.

Un **café mondial** organisé en trois groupes parallèles a discuté des expériences des participants en matière de renforcement de la MH dans leur région ; la manière dont la HD et les objectifs connexes pourraient être garantis au sein du GG et à l'avenir ; et comment réduire les inégalités, notamment en mettant l'accent sur les femmes et les filles, accroître l'appropriation locale et renforcer les systèmes. Les détails de chaque groupe se trouvent en annexe et les messages communs comprennent :

- **L'appropriation locale et l'inclusivité sont essentielles** : renforcer l'engagement local et de la société civile en créant des cadres de gouvernance inclusifs qui intègrent les OSC, les autorités locales et les groupes marginalisés dans la conception et la mise en œuvre des politiques.
- **Les investissements à long terme créent des changements transformateurs** : La pensée systémique et à long terme est fondamentale pour créer des résultats durables. Soutenir le financement intégré à long terme pour le changement au niveau des systèmes, en particulier dans les soins de santé, l'éducation et la préparation aux catastrophes.
- **Réduire la dépendance excessive vis-à-vis du secteur privé** : Renforcer l'indépendance des OSC au moyen d'un financement direct afin d'éviter une dépendance excessive à l'égard des intermédiaires.
- **Donner la priorité aux besoins de la communauté plutôt qu'à la maximisation des profits** : une préoccupation récurrente est que la stratégie «Global Gateway» pourrait principalement fonctionner comme un outil axé sur le profit, plutôt que comme un moyen d'améliorer le bien-être des communautés. Les participants ont souligné la nécessité d'impliquer activement les communautés dans l'élaboration d'initiatives de développement humain afin de s'assurer que leurs besoins directs sont pris en compte et de promouvoir le niveau le plus élevé possible de bien-être communautaire.
- **Mettre en œuvre une réglementation solide pour prévenir les flux financiers illicites.**
- **Créer des plateformes pour promouvoir une participation et un dialogue constructifs entre les parties prenantes.**

Développement local et régional: Travail des partenaires du FPD au niveau local

*Cette session, qui s'est tenue en quatre groupes de discussion parallèles, a permis aux membres du FPD de partager des exemples de projets, d'identifier **les risques, les possibilités et les mesures d'atténuation dans les domaines prioritaires de la stratégie «Global Gateway»** et de démontrer comment les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) jouent un rôle essentiel dans la promotion du développement humain, de l'égalité et de la croissance durable et dans l'autonomisation des communautés locales.*

I. Résilience et croissance au niveau local

Le [projet FORTEMM](#) autonomise 100 femmes entrepreneurs à El Alto et Viacha, en Bolivie, grâce à une approche d'économie sociale fondée sur les droits. Il offre une formation commerciale sensible au genre, un soutien technique et promeut le coopérativisme et la visibilité du marché. Le projet établit un lien entre l'autonomisation économique, la participation civique et la promotion de politiques tenant compte des sexospécificités. La présentation a mis en évidence le rôle central des OSC en termes de compréhension des contextes locaux, des spécificités, des besoins et des solutions; en soutenant les initiatives menées par la communauté pour un maximum d'avantages, de sécurité et d'impact; et leur concentration sur des initiatives et des méthodes pragmatiques qui peuvent être étendues et reproduites dans d'autres communautés (renforcement des capacités, formation, ressources, soutien technique).

Dirigé par la Fondation Caixa, [Work4Progress](#) crée des emplois de qualité et soutient des entreprises inclusives dans les zones rurales de l'Inde, du Pérou, du Mozambique et de la Colombie, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. W4P intègre le financement mixte et l'investissement d'impact pour développer les entreprises en phase de démarrage et promouvoir les emplois verts. Les initiatives comprennent l'irrigation solaire au Mozambique, la production de biofibres au Pérou et le transport dirigé par des femmes en Inde. La présentation de **Work4Progress** a mis en évidence le rôle essentiel joué par les fondations philanthropiques dans le renforcement de la confiance et des partenariats entre les OSC, les autorités locales, le monde universitaire et les secteurs public, privé et financier. Outre l'amélioration de l'accès à des modèles de financement flexibles, ils se concentrent sur l'identification de solutions locales mises en œuvre au moyen d'une gouvernance inclusive afin de «réimaginer le développement – une communauté à la fois».

Commentaires et réflexions sur la résilience et la croissance menés localement

- La stratégie «Global Gateway» doit être à la hauteur du programme des Nations unies à l'horizon 2030 et des ODD.
- La subsidiarité devrait être un principe directeur de la stratégie «Global Gateway».
- La stratégie «Global Gateway» offre une grande opportunité pour un développement mené au niveau local (LLD) et une localisation significative, mais des changements d'approche et de perception doivent être adoptés. La volonté politique doit suivre le changement d'approche pour réussir.
- Les OSC ne devraient plus être considérées comme des contractants ou des exécutants, mais comme des parties prenantes partenaires.
- Le développement dirigé localement doit reposer sur des évaluations des risques menées par la communauté et sur la participation de toutes les parties prenantes aux étapes de la recherche, de la conception et de la pré-mise en œuvre. Les OSC et les autorités locales sont les mieux placées pour répondre aux questions concernant les difficultés et les problèmes non négociables des communautés locales; leurs connaissances et contacts locaux sont essentiels. Les projets devraient être conçus sur une base à long terme et/ou autosuffisante et en vue d'attirer d'autres parties prenantes.
- Le financement centralisé et par les donateurs ne devrait pas entraîner l'imposition d'initiatives, de méthodes ou de valeurs inappropriées à une communauté locale. Ils devraient être alignés.

II. Développement humain inclusif

Le projet [SCOPE](#) soutient trois conseils ruraux au Sri Lanka afin d'améliorer la prestation de services locaux et la planification des infrastructures. Il utilise des technologies abordables de cartographie SIG et de code QR pour améliorer les données du réseau routier et l'accès des citoyens aux services. Le projet améliore la sensibilisation aux soins de santé primaires et à l'accessibilité dans les zones de plantation.

Le projet [EcoSaMe](#) favorise les solutions d'économie circulaire pour un assainissement durable à Menoua, au Cameroun, à travers une coopération décentralisée avec Nantes Métropole. Il renforce les capacités locales, améliore les infrastructures d'assainissement et crée un système de traitement et de valorisation des boues convertissant les déchets en engrais agricoles. Le projet améliore la santé publique en réduisant les maladies d'origine hydrique et protège l'environnement en minimisant la pollution.

Observations et réflexions sur le développement humain

- Identifier et aborder la dynamique du pouvoir au sein des structures d'aide.
- **Le renforcement des capacités devrait être mené par les OSC** afin d'aider à réguler les déséquilibres de pouvoir.
- La combinaison d'une **approche intersectionnelle et d'une cartographie des parties prenantes** est essentielle pour garantir l'inclusivité.
- Établir un *comité de pilotage* composé de représentants de tous les acteurs concernés.

- **Le programme de croissance verte ne doit pas éclipser le développement humain et social**, en particulier lorsque le secteur privé accorde la priorité aux capitaux et aux zones urbaines.
- Créer des emplois assortis de normes de travail décentes, de protections du travail et de participation syndicale.
- **Inclure la société civile dans tous les processus des parties prenantes pour faire en sorte** que les ODD restent centraux et que les voix locales soient entendues.
- **Maintenir des projets à petite échelle et communautaires** dans le cadre d'une approche à 360° du développement inclusif.
- **Affecter un pourcentage des fonds du GG au développement local**, en veillant à ce que les avantages reviennent aux communautés qui supportent le coût des transitions vertes.
- La planification des ressources doit tenir compte de l'ensemble de la chaîne de valeur et s'accompagner d'une analyse participative systématique des conflits.
- La confiance, l'appropriation et la transparence financière au niveau local sont essentielles à une mise en œuvre durable.

III. Partenariats mondiaux pour l'impact

[Built by Nature](#) accélère le passage au bois et aux matériaux de construction biosourcés en Europe et aux États-Unis pour réduire les émissions de carbone. Il relie diverses parties prenantes dans un réseau prônant la construction climatiquement positive. L'initiative tire parti de la philanthropie catalytique, des partenariats public-privé et du renforcement des capacités pour développer l'innovation.

[AKUAL](#) est un programme de coopération à plusieurs niveaux promouvant des services d'eau et d'assainissement durables. Il favorise la coordination interinstitutionnelle, l'échange de connaissances Sud-Sud et Nord-Sud et les investissements dans les infrastructures. Le programme met l'accent sur l'équité entre les sexes, la gouvernance locale et les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement.

Commentaires et réflexions du Partenariat mondial

- Les deux présentations ont mis l'accent **sur la coopération multipartite** - le premier projet **Built by Nature** a fusionné des organisations philanthropiques et des ressources privées locales; le deuxième projet, **AKUAL**, a mis à profit des partenariats public-privé associant les autorités municipales et régionales, qui ont donné la priorité aux valeurs locales dans la mise en œuvre des initiatives.
- Les projets locaux bénéficient des **connaissances autochtones, des mécanismes de mise en œuvre participative** et de la création d'une appropriation.
- L'un des principaux risques dans la diversité des parties prenantes est un **déséquilibre des pouvoirs** et un conflit d'intérêts/besoins. Toutefois, le GG pourrait atténuer ces problèmes au moyen d'une gouvernance forte et inclusive, d'une communication transparente, d'un dialogue avec toutes les parties prenantes, d'une responsabilité vis-à-vis des communautés locales et d'une prévision des divergences potentielles.
- Les organisations de la société civile et les autorités locales sont essentielles à une vision à 360°.
- **Une coordination multi-niveaux et multi-agences** est essentielle pour une mise en œuvre efficace.
- **Le renforcement de la confiance** entre les parties prenantes est un facteur clé de la réussite de la collaboration.
- **Le temps et les ressources** doivent être investis dans les processus **de coordination interne** pour assurer l'alignement.
- **La philanthropie joue** un rôle essentiel non seulement dans le financement social, mais aussi dans le financement d'initiatives innovantes à haut risque qui peuvent ensuite être mises à l'échelle par le biais de mécanismes de financement traditionnels.
- Les acteurs philanthropiques contribuent également à la mise en place d'espaces de coordination entre diverses parties prenantes.
- Au Pays basque, un pourcentage de la taxe sur l'eau est alloué par le gouvernement régional au financement d'initiatives à impact social, ce qui montre le potentiel de **financement de l'innovation**.
- **Les efforts de coordination** comprenaient la collaboration avec les instituts de l'eau et les municipalités, la création de nouveaux espaces de dialogue et la planification conjointe.
- **Les plateformes**, telles que le FPD, sont efficaces pour promouvoir la coordination et devraient être élargies.

IV. Climat durable & Économie

Le projet [«Villes résilientes au changement climatique et inclusives»](#), cofinancé par l'UE, soutient le développement urbain inclusif et résilient au changement climatique dans dix villes indonésiennes. Il renforce la gouvernance locale grâce à des plans d'action pour le climat, à des systèmes d'alerte précoce et à la gestion de l'environnement. Grâce aux échanges entre pairs et à la coopération triangulaire entre les parties prenantes locales, nationales et internationales, le projet a réussi à renforcer les acteurs locaux et à promouvoir une planification urbaine durable.

Le centre de réparation «Nothing New», créé dans le cadre de l'écosystème [de l'éco-innovation et de l'économie circulaire des Balkans occidentaux et](#) lancé à Skopje par ARNO, est le premier pôle régional promouvant la culture de la réparation et l'économie circulaire dans les Balkans occidentaux. Il combine des services de réparation pratiques, des ateliers et l'engagement communautaire pour réduire les déchets et développer les compétences locales. Elle s'aligne sur les objectifs de l'UE en matière de transition écologique et plaide en faveur d'un soutien politique et d'un financement flexible.

Commentaires et réflexions sur le climat et l'économie durables

- Les discussions sur le climat et l'économie durables devraient se concentrer sur les causes systémiques et les solutions collectives.
- Les deux présentations (Climate **Resilient and Inclusive Cities** et **Western Balkans Eco Innovation and Circular Economy Ecosystem**) ont souligné le potentiel des efforts de collaboration entre les communautés, les OSC et les autorités locales en Indonésie et en Macédoine du Nord, respectivement. La richesse des connaissances et des pratiques acquises auprès des groupes autochtones, des femmes et des jeunes a été soulignée.
- La perception et le rôle des OSC et des autorités locales en termes de sensibilisation, de mobilisation des communautés et de plaidoyer devraient être davantage explorés et soutenus.
- Le GG offre l'occasion d'établir un cadre pour le dialogue des parties prenantes, la participation des OSC et des AL aux étapes de conception du projet et d'explorer la collaboration avec d'autres acteurs des communautés.
- **Allouer des fonds aux communautés locales** : Lorsque les institutions comprennent vraiment comment fonctionnent les gouvernements locaux et les communautés, il est beaucoup plus facile d'intégrer les programmes dans les plans de développement régional.
- **La qualité des partenariats est importante**
- **Favoriser l'appropriation collective et l'adaptabilité** : les concevoir avec souplesse, afin qu'ils puissent s'adapter à d'autres situations et contribuer à un apprentissage plus large.
- **Concentrez-vous sur l'énergie durable dans les zones de conflit** où elle devient un objectif central.
- **Condition Investissements au titre de la stratégie «Global Gateway»** : met l'accent sur les connaissances locales, donne aux partenaires locaux les moyens d'agir et renforce les petites et moyennes entreprises (PME) afin de réduire leur dépendance à l'égard des grandes entreprises multinationales.
- **Tirer parti des réseaux d'administrations locales pour l'action pour le climat** : S'engager avec les organisations gouvernementales locales existantes en tant que points de contact clés pour les initiatives de l'UE visant à atteindre directement les communautés.
- Les fonds acheminés par l'intermédiaire d'initiatives telles que la stratégie «Global Gateway» doivent **bénéficier directement aux communautés locales**.
- **Capitaliser sur les structures existantes**. Tirer parti du concept de coopération décentralisée offre l'occasion d'atteindre les endroits où le développement est vraiment nécessaire. En particulier avec la crise climatique, les organisations gouvernementales locales sont des points de connexion existants que l'UE devrait absolument utiliser pour atteindre les communautés directement par le biais de ses initiatives.
- **Reconnaître la responsabilité systémique et institutionnelle des questions climatiques** : identifier les principaux auteurs des problèmes climatiques. L'UE devrait reconnaître leur responsabilité dans le problème et comprendre en quoi il n'appartient pas aux citoyens d'atténuer les problèmes créés par d'autres acteurs.

Le prochain budget à long terme de l'UE: le cadre financier pluriannuel (CFP)

Cette session s'est concentrée sur le processus du cadre financier pluriannuel (CFP) et les points d'entrée pour l'engagement des OSC et des autorités locales dans les négociations sur le CFP. La séance comprenait une table ronde sur le rôle de l'aide publique au développement (APD) dans certains domaines thématiques clés. Afin de renforcer la coopération au développement de l'UE, les participants ont souligné la nécessité de protéger les budgets internationaux, de réformer les mécanismes de financement pour la transparence et l'accès direct des OSC, et de donner aux acteurs locaux les moyens d'agir grâce à un engagement précoce et à un soutien spécifique. Les participants ont mentionné l'alignement de la stratégie «Global Gateway» sur les objectifs de développement durable et la participation du secteur privé pour mobiliser des ressources supplémentaires et obtenir un soutien politique. Des mesures claires de responsabilisation sont préconisées, y compris par l'utilisation d'objectifs, avec un appel à adopter le prochain plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP IV). Ils ont souligné l'importance d'un nouveau discours de l'UE pour promouvoir les partenariats multipartites et contrer les réductions potentielles du financement du développement humain.

Le modérateur de la session, **Antonio Gambini, conseiller en matière de politique d'aide de l'UE, Oxfam**, a invité **Nicolas Stoetzel, chef d'unité adjoint, D3 Coordination & Supervision des instruments de financement, DG INTPA**, à donner un aperçu du cadre, du processus et du mécanisme de financement du CFP. Il explique qu'à l'issue de la procédure juridique ordinaire et du trilogue entre la Commission, le Parlement et le Conseil, des accords devraient être conclus, puis adoptés, d'ici la fin de 2027. Plus de 730 réponses de 82 pays ont été reçues à la consultation publique sur le financement de l'action extérieure dans le cadre de la préparation du prochain CFP.

Les principaux thèmes abordés dans les réponses à la consultation publique ont souligné que l'action extérieure devrait être plus ciblée et avoir un impact plus important pour les partenaires, promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit tout en s'alignant plus étroitement sur les intérêts stratégiques de l'UE. Les financements internes et externes devraient être mis en synergie ; il convient de simplifier les instruments de financement et de trouver un équilibre entre flexibilité et prévisibilité du financement de l'action extérieure. Il a été fortement demandé à l'UE de renforcer la diplomatie économique en soutenant les entreprises européennes sur les marchés tiers et en donnant la priorité aux modèles de développement durable, à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et à la résilience dans des environnements fragiles. L'approche ascendante dans les projets financés par l'UE, associant les communautés locales, les OSC et les petites entreprises, a été mise en évidence afin que la politique soit alignée sur l'expertise et les besoins des pays partenaires. Dans l'ensemble, les objectifs de dépenses ont été approuvés. Il a également été noté que le GG devrait être rapproché des entreprises de l'UE, y compris des petites et moyennes entreprises, et que la manière dont elles pourraient être associées devrait être mieux comprise.

Laia Aycart, conseillère politique et de plaidoyer, CONCORD, a souligné la nécessité pour le CFP d'être duellement prévisible et flexible afin de permettre l'élaboration d'engagements à long terme et la réaction aux crises ; que l'APD devrait cibler le développement humain en termes de réduction de la pauvreté, des inégalités et des environnements favorables. Toutefois, la fusion de l'instrument de voisinage, de coopération au développement, de coopération internationale – Europe dans le monde (IVCDCI – Europe dans le monde), de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) et du financement de l'aide humanitaire en un seul instrument serait préoccupante en raison de la dilution des objectifs et du risque pour les lignes budgétaires affectées. Il a également été noté que l'évolution du paysage politique de l'UE avec l'émergence de la droite/extrême droite a eu une incidence sur l'APD en Europe, par exemple en France et en Suède ; et que

la société civile devrait participer à la discussion sur les ressources propres du budget de l'UE, en réfléchissant à des propositions communes, y compris une taxe sur les transactions financières (TTF).

Laia Aycart a demandé que le financement soit basé sur les besoins des pays. Elle a estimé que l'APD nuit à la confiance avec les pays partenaires et que l'évolution du paysage politique des États membres menace la coopération internationale à long terme. Les OSC appellent à un changement dans la gouvernance de l'APD en un système plus inclusif à l'image des Nations unies ; pour une plus grande transparence ; et de mettre l'accent sur des priorités telles que les inégalités et la réduction de la pauvreté.

Laia Aycart a expliqué qu'il serait bénéfique de passer d'un objectif de genre fondé sur l'action à un objectif fondé sur l'APD. À cet égard, 5 % du financement devrait être accordé aux organisations locales de défense des droits des femmes qui sont les mieux placées pour avoir une incidence sur l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau local. Dans le cadre du prochain CFP, le GAP IV devrait être adopté en parallèle, afin de garantir son inclusion dans la programmation des fonds.

Roxana Nan, conseillère pour les partenariats mondiaux chez Enabel, a convenu que la fusion des trois fonds en un seul instrument ne serait pas appropriée - il devrait y avoir une affectation et une allocation claires de fonds prévisibles et flexibles sous la supervision des États membres. Elle a souligné qu'il pourrait y avoir un risque que certains pays fragiles soient laissés pour compte par le GG si le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix n'est pas appliqué. Le dialogue politique en tant que moteur de la coopération devrait être maintenu. L'approche Team Europe a été citée comme un succès et les OSC comme des partenaires importants. Il a été souligné qu'il devrait y avoir un équilibre entre les objectifs du prochain CFP et la complémentarité entre les instruments financiers, y compris les subventions et les prêts. **Roxana Nan** a conclu que la participation du secteur privé est cruciale et devrait être alignée sur les ODD, mais ne devrait pas être invoquée dans les contextes humanitaires.

Roxana Nan a expliqué que la flexibilité ne devrait pas se faire au détriment de la prévisibilité et a ajouté que la grande majorité du financement de l'IVCDI est programmable, ce qui aide les acteurs de la mise en œuvre. Elle ajoute que les États membres ne contrôlent pas suffisamment l'utilisation de la réserve.

Claire Frost, responsable des programmes au Forum des gouvernements locaux du Commonwealth (CLGF), a déclaré que le GG ne peut pas répondre pleinement aux contextes fragiles, car certains domaines ne sont pas ouverts aux investissements privés. Elle souligne que, dans le prochain CFP, l'Union devrait s'attaquer aux causes profondes de la fragilité et soutenir les actions préventives visant à renforcer la résilience autour d'elles. Elle a ajouté que la flexibilité du financement est fondamentale pour permettre aux OSC locales d'adapter la réponse locale critique, et que les OSC devraient être habilitées à préserver l'espace civique et l'environnement propice. Elle souligne que la perspective d'avenir au sein du GG, des AL et des OSC devrait être davantage associée aux travaux sur les principaux moteurs de la fragilité, alors que dans le cadre du CFP actuel, ils sont laissés pour compte. Elle souligne que les APPF sont des mécanismes solides et flexibles à soutenir.

Les participants ont demandé des orientations sur la réalité politique et souligné qu'il était important de maintenir le dialogue avec le plus grand nombre possible de partenaires de tous les horizons politiques; souligne l'importance des objectifs et la nécessité d'accroître le financement thématique et le financement sous forme de subventions pour les OSC et les groupes de femmes, en particulier dans le contexte de la baisse de l'aide américaine; et si la coopération décentralisée peut être une condition fondamentale de la mise en œuvre du GG.

Claire Frost a souligné le besoin urgent de créer un récit révisé, attrayant et politiquement acceptable qui témoigne de l'appétit mondial actuel pour le travail accompli. Elle a ajouté que la coopération décentralisée pourrait être l'une de ses principales modalités.

Nicolas Stoetzel (DG INTPA) a souligné que tout le monde est d'accord sur l'importance de la coopération internationale. Il a ajouté que le GG est une étape nécessaire pour mieux démontrer pourquoi la coopération internationale est également dans l'intérêt de l'UE. **Laia Aycart** a convenu que le moment actuel est propice et que les OSC et les autorités locales devraient bénéficier d'un soutien accru dans le cadre des programmes thématiques.

Roxana Nan indique qu'il existe un problème commun à tous les États membres en ce qui concerne le discours sur le développement international et sa communication aux contribuables. Elle a suggéré que les messages soient formulés non seulement en termes moraux, mais aussi en mettant l'accent sur les intérêts mutuels qui sont en résonance avec les citoyens de l'Union et d'autres acteurs, y compris le secteur des entreprises et les organisations de la société civile européennes.

D'autres questions posées par les participants ont porté sur la manière dont les réactions des parties prenantes à la consultation seraient exploitées par la Commission, sur les données qui pourraient être utilisées pour éclairer le nouveau récit et sur la nécessité d'examiner d'autres sources, y compris les fondations philanthropiques, ainsi que sur une question axée sur la proposition de CONCORD relative aux nouvelles ressources propres de l'Union liées à la TTF; la manière dont le rôle des fondations en tant que responsables de la mise en œuvre des financements de l'UE est prévu; que, bien que l'évolution du contexte financier soit une réalité, les mêmes acteurs - les OSC et les AL - sont disposés, expérimentés et prêts à agir. Les retours d'information concernant le CFP ont souligné que les citoyens veulent soutenir les droits de l'homme et que cela devrait être intégré dans le nouveau récit, parallèlement à un sentiment d'unité et de partenariat afin de montrer que les parties prenantes et les citoyens progressent ensemble dans le domaine des droits de l'homme.

Claire Frost a réitéré que les électeurs du FPD ont une portée mondiale de plus d'un milliard de personnes. Elle demande aux membres réunis de tirer le meilleur parti de la réalité actuelle et de tirer les leçons du passé, à savoir que les rôles des autorités locales doivent être préservés. **Roxanna Nan** et **Laia Aycart** ont suggéré que, bien qu'il s'agisse d'un sujet très technique qui nécessite une exploration plus approfondie en termes d'éthique et d'opérationnalité, l'imposition des bénéfices exceptionnels de la défense est une possibilité, tout comme l'impôt sur la technologie et les superriches. **Nicolas Stoetzel** a confirmé que les réponses des parties prenantes à la consultation ont été analysées de manière approfondie et que les travaux sur le prochain CFP sont alignés sur bon nombre d'entre elles.

Antonio Gambini a clôturé la session avec quelques chiffres inquiétants basés sur l'évaluation d'Oxfam America de l'impact des réductions de l'aide financière américaine - 95 millions de personnes perdront l'accès aux soins de santé de base, 23 millions d'enfants perdront l'accès à l'éducation et il y a un potentiel de trois millions de décès supplémentaires par an. Dans ce contexte, il a souligné que l'un des objectifs du traité de Lisbonne de l'UE est de lutter contre la pauvreté - et qu'il est dans l'intérêt stratégique à long terme de l'UE d'aider les citoyens des pays partenaires à accéder à la santé, à l'alimentation et à l'éducation.

Séance de clôture

Cette session a repris les deux jours de discussions de la réunion mondiale du FPD et a demandé aux participants de hiérarchiser les principaux messages rassemblés au cours des sessions. Les résultats ont été les suivants:



Principaux résultats (priorisés par les participants) :

- La programmation de la stratégie «Global Gateway» doit inclure un financement direct des OSC et des autorités locales pour accompagner la mise en œuvre et les travaux des projets, afin de garantir leur forte participation et l'effet multiplicateur que ces acteurs peuvent produire.
- Il convient de maintenir et de renforcer les marqueurs et les objectifs relatifs aux incidences sur le genre, les inégalités, le climat, le développement humain, le handicap, etc.
- Il est essentiel de maintenir des instruments distincts pour l'adhésion à l'UE, la coopération internationale et l'aide humanitaire dans le cadre du prochain Fonds financier pluriannuel (CFP) – la coopération internationale devrait être proactive et préventive pour soutenir le développement.
- La plateforme du FPD et les autres plateformes multipartites doivent être renforcées aux niveaux européen, régional, national et infranational afin de faciliter un dialogue structuré entre les OSC, les autorités locales et l'UE (portée mondiale de 1,2 milliard de personnes). Cela favorisera l'échange, le renforcement de la confiance et la diffusion d'informations auprès des parties prenantes, et servira de mécanisme de retour d'information efficace pour l'évolution des politiques de l'UE.
- Le financement destiné à remédier à la fragilité devrait non seulement se concentrer sur la réaction aux crises, mais aussi soutenir la réaction à d'autres facteurs, notamment sociaux, climatiques, etc. Le CFP doit inclure un financement de la programmation multipartite et locale pour répondre aux autres facteurs.

Après les observations finales de plusieurs membres du FPD, dont le **Comité économique et social européen** et le **Comité des régions**, l'équipe du FPD a remercié tous les participants pour leurs échanges fructueux et la cheffe de l'unité, **Marlene Holzner**, a clôt la réunion.

Annexe 1: Développement humain: Global Gateway et au-delà

Cette annexe présente les réflexions clés d'une session du World Café menée en trois groupes, chacun abordant une question fondamentale liée au développement humain. Les discussions ont porté sur les expériences, les tendances actuelles et les stratégies futures visant à mieux intégrer le développement humain et la réduction des inégalités dans les actions de l'UE. Voici les points clés qui ont émergé des discussions de chaque groupe.

Expérience

Partager des expériences dans l'amélioration et la prise en compte du développement humain (HD) dans votre région? Quelles solutions spécifiques les partenaires ont-ils apportées (OSC, AL, UE, etc.) et quelles ont été leurs incidences à ce jour? Comment aborde-t-on des domaines tels que la santé, l'éducation, la protection sociale (y compris la sécurité alimentaire) et les politiques du travail et de l'emploi, ainsi que les services de base?

La propriété locale et l'inclusion sont essentielles

- Des programmes efficaces de MH mobilisent les acteurs locaux (gouvernements, OSC, coopératives) en faveur de la durabilité.
- Les projets à Madagascar, en Tunisie et au Sénégal montrent que les besoins définis par la communauté et le leadership se traduisent par de meilleurs résultats.

Les approches intégrées renforcent la résilience

- La combinaison de l'éducation, de l'emploi et de la protection sociale (par exemple, la formation professionnelle et l'accès aux soins de santé ou au soutien judiciaire) accroît la résilience, en particulier chez les jeunes, les femmes et les personnes handicapées.
- Les défis liés au climat (par exemple, la gestion des cultures après les sécheresses et les inondations) nécessitent des solutions multisectorielles.

Un changement transformateur nécessite un investissement à long terme

- Les réformes structurelles (par exemple, les soins de santé publics inclusifs dans les modèles de PPP, les stratégies d'éducation inclusive, les coopératives de logement) prennent du temps et nécessitent un engagement politique.
- Localiser les ODD implique la recherche, un suivi inclusif et un financement ciblé.

L'impact social doit être intégré dans les modèles d'affaires

- L'engagement des entreprises est plus efficace lorsque la responsabilité sociale (RSC) est internalisée plutôt qu'imposée.
- L'expérience du Sénégal montre comment le RSC volontaire peut évoluer vers une politique nationale.

Les compétences numériques et l'innovation sont des catalyseurs pour l'emploi

- Les centres des technologies de l'information et de la communication (TIC) et la formation numérique améliorent l'emploi des jeunes et offrent un modèle évolutif, en particulier dans les zones post-conflit ou mal desservies.

Recommandations

- Donner la priorité aux cadres de gouvernance inclusifs qui intègrent la société civile, les gouvernements locaux et les groupes marginalisés (par exemple, les jeunes, les personnes handicapées) dans la conception et la mise en œuvre des politiques.
- Soutenir le financement intégré à long terme du changement au niveau des systèmes, en particulier dans les domaines des soins de santé, de l'éducation et de la préparation aux catastrophes.
- Investir dans les infrastructures numériques et la formation en tant que catalyseur transversal de l'emploi, de la gouvernance et de la prestation de services.
- Concevoir des interventions avec un co-leadership communautaire dès le début; éviter les approches descendantes.
- Veiller à ce que des mécanismes de dialogue soient en place entre les collectivités et le secteur privé (p. ex. industries extractives, coopératives) afin de prévenir les violations des droits et de renforcer la responsabilisation.
- Utiliser la localisation des ODD non seulement comme un outil de reporting, mais aussi comme un processus de transformation, pour identifier les priorités locales et les voies de financement social.
- Promouvoir la responsabilité sociale en tant qu'atout stratégique et non en tant que charge – lier cette responsabilité à la résilience, à la réputation et au développement local.
- S'engager dans des systèmes d'alerte précoce et de dialogue pour co-élaborer des solutions avec les communautés et éviter les conflits.

Contexte et tendances actuels

Ressentez-vous un changement dans le contexte actuel ? Comment peut-on garantir le développement humain et les cibles HD connexes à l'intérieur et à l'extérieur de GG ? Comment les différentes populations, notamment les femmes et les filles et les populations les plus exclues, sont-elles intégrées dans cette approche ?

Renforcer l'engagement des acteurs locaux et de la société civile

- Faire participer les organisations locales, y compris la société civile, aux projets à un stade précoce de la cocréation, en veillant à ce qu'elles conservent leur position indépendante et critique et ne soient pas simplement considérées comme des contractants.
- Fournir des subventions directes et un espace politique à la société civile, leur permettant d'influencer la définition des projets et de surmonter la dépendance à l'égard des intermédiaires ou le manque de pouvoir économique.
- Créer des plates-formes formelles et continues pour toutes les parties prenantes au niveau national (gouvernements locaux, société civile, jeunesse) afin de participer véritablement à la conception, à la mise en œuvre et au contrôle des projets.
- Améliorer la circulation de l'information et favoriser une collaboration intersectorielle plus étroite pour s'assurer que les partenaires sont pleinement conscients et engagés.
- Remédier au manque de consultation avec les peuples autochtones et à l'engagement plus large des intervenants.

Repenser les paradigmes de développement & s'attaquer aux problèmes systémiques

- Remettre en question la seule dépendance à l'égard de la croissance économique pour le développement humain; donner la priorité aux approches axées sur une participation significative et le bien-être humain direct.
- S'attaquer à l'aggravation des inégalités découlant des problèmes structurels des systèmes financiers, des charges fiscales problématiques, des taux d'intérêt et des coûts élevés des soins de santé.
- Ne pas alourdir le fardeau de la dette des pays; s'emploier activement à réduire les inégalités, à réformer les systèmes financiers et à plaider en faveur d'un allègement de la dette.
- Donner la priorité à la paix en tant que condition préalable au développement durable et au respect des droits de l'homme, en exigeant des comptes dans les conflits.
- Garder le Programme 2030 et les ODD comme cadre central et non négociable.
- Réfléchir à la réorientation préoccupante vers les dépenses militaires et de défense.

Assurer un investissement responsable & transparent

- Intégrer de solides mesures de lutte contre la corruption dans tous les projets, en particulier les initiatives relevant de la stratégie «Global Gateway».
- Mettre en œuvre la transparence financière et réglementer le financement privé pour prévenir les flux illicites ; veiller à ce que les fonds publics garantissent la sécurité des services publics, et pas seulement le profit privé.
- Allouer directement un pourcentage des fonds de la stratégie «Global Gateway» au développement local et veiller à ce que les contributeurs du secteur privé fournissent également des subventions pour le développement humain.
- Remédier aux limites et à la nature potentiellement axée sur le profit de l'approche de la stratégie «Global Gateway» en matière de développement humain.
- Exiger une planification à long terme et un engagement pour l'investissement dans le développement humain.

Optimiser le rôle du secteur privé & tirer parti de la capacité locale

- Réduire la dépendance excessive vis-à-vis du secteur privé en tant que seule solution ; développer des approches sur mesure pour les régions moins attrayantes sur le plan commercial.
- Garantir la création d'emplois au moyen d'investissements privés respecte strictement les droits des travailleurs et le dialogue social.
- Aborder la séparation/silos entre le secteur privé et le secteur de la défense.
- Intégrer systématiquement le développement humain dans tous les projets, de l'approvisionnement à la stratégie à long terme.
- Utiliser les structures gouvernementales locales existantes et la coopération décentralisée pour atteindre efficacement les communautés, en particulier pour l'action pour le climat.

Renforcer le suivi & Évaluation

- Mettre en œuvre des outils de suivi et d'évaluation robustes et des critères d'évaluation clairs pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte, en intégrant les mesures du développement humain et l'alignement des ODD dès le début.

Aller de l'avant:

Quelles sont vos suggestions pour mieux intégrer le développement humain et la réduction des inégalités dans les travaux futurs de l'UE? Quelles stratégies ou changements spécifiques recommanderiez-vous pour améliorer l'efficacité et l'impact des actions de l'UE dans le cadre actuel? Comment faire en sorte que le financement de l'UE renforce également les systèmes et les acteurs au niveau national? Comment faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte? Accroître l'appropriation des communautés locales?

Véritables partenariats & autonomisation locale

- **Favoriser un dialogue inclusif:** Créer des plates-formes officielles et continues pour que toutes les parties prenantes au niveau national s'engagent dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets. Cela implique la participation de tous, des gouvernements nationaux aux **autorités locales, en passant par la société civile et les voix des jeunes.**
- **Renforcer la transparence et la collaboration:** Améliorer la circulation de l'information et assurer des plans clairs pour l'engagement des partenaires. Comblent les cloisonnements en établissant des ponts entre les différents niveaux de gouvernance et la société civile pour partager les connaissances et les expériences.
- **Soutenir les modèles de coopération triangulaire durable** qui profitent à la fois au Nord et au Sud.

Développement communautaire-Centric & solutions de dette

- **Donner la priorité aux besoins de la communauté:** Écouter activement les communautés pour comprendre leurs besoins directs, en veillant à ce que les initiatives de développement soient véritablement axées sur les communautés et non uniquement sur le profit (comme c'est le cas pour la stratégie «Global Gateway»).
- **Faire face aux crises de la dette:** Plaider avec force pour la **consolidation de la dette et les réparations pour les** pays aux prises avec la dette sociale, en reconnaissant que les pratiques actuelles de prêt de l'UE peuvent aggraver ces situations.
- **Le développement durable est impossible sans la paix.** L'UE doit adopter une position plus ferme sur les conflits, accorder la priorité à l'investissement dans les droits de l'homme et garantir l'obligation de rendre des comptes.
- **Mettre en œuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030:** Les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 sont fondamentaux et doivent rester au cœur de tous les efforts, indépendamment des actions d'un seul État.

Investissement responsable & responsabilité

- **Intégrer des mesures d'atténuation de la corruption** dans tous les projets, en particulier les initiatives relevant de la stratégie «Global Gateway», compte tenu des risques dans de nombreux pays de mise en œuvre.
- **Réglementer le financement privé pour prévenir les flux financiers illicites:** Mettre en œuvre des lignes directrices claires pour empêcher que les allègements fiscaux accordés aux organisations multinationales n'entraînent des flux financiers illicites. Les fonds publics ne devraient pas

uniquement garantir les investissements privés, et ces investissements devraient donner la priorité aux services publics tels que les soins et la santé.

- **Réduire la dépendance excessive vis-à-vis du secteur privé:** le secteur privé n'est pas la seule solution pour les questions publiques. Élaborer des approches sur mesure pour les régions moins attrayantes pour les entreprises privées et veiller à ce que la création d'emplois donne la priorité **aux droits des travailleurs et au dialogue social**.
- **Adopter une pensée systémique à long terme pour des résultats durables,** où le développement humain est intégré dans tous les projets
- Contraindre les entreprises privées participant à des initiatives telles que la stratégie «Global Gateway» à contribuer au développement humain au moyen **de subventions**.

Gouvernance simplifiée

- **Simplifier les processus et réduire la bureaucratie:** Créer des grappes de projets avec des investissements contrôlés pour favoriser une bonne gouvernance sans bureaucratie excessive, en simplifiant les pratiques dans la mesure du possible.
- **Préserver le rôle et l'indépendance de la société civile:** Les OSC doivent conserver leur position critique et indépendante et être dotées de moyens d'action grâce à des subventions directes, en s'éloignant de la dépendance à l'égard des intermédiaires.
- **Faciliter la participation active des OSC au dialogue politique, intégrer** de manière significative les OSC et les autorités locales à partir de la **définition même des projets, et pas seulement en tant que responsables de** la mise en œuvre. Cela inclut leur participation à l'évaluation **des risques** à toutes les étapes du projet.

Redéfinir l'approche de l'UE en matière de partenariats

- **Repenser le paradigme du développement:** Remettre en question la croyance systémique selon laquelle la croissance économique seule conduit automatiquement au développement humain. Plaider en faveur d'une approche différente qui donne la priorité à une participation significative et investit de manière à favoriser directement le développement humain, au-delà des simples indicateurs économiques.
- **Définir l'impact social de la stratégie «Global Gateway»:** la nécessité d'articuler clairement et de démontrer la véritable transformation sociale induite par des outils tels que la stratégie «Global Gateway», et de veiller à ce que toutes les parties prenantes comprennent réellement ce contenu.
- **Inclusion des citoyens dans l'approche bancaire:** Bien qu'une approche bancaire du développement humain ne soit pas intrinsèquement erronée, elle doit inclure activement la participation des citoyens.